

The cover features a blue background with a central graphic of a water drop containing a globe. Logos for UICN and iied are in the top corners. The text 'The Global Water Initiative' is prominently displayed, along with a note that it is a partnership funded by the Howard G. Buffett Foundation. Several photographs are scattered across the cover, showing dam structures, a group of people in a meeting, a boat on a river, and a dam reservoir. The title and subtitle are in bold, uppercase letters.

UICN

iied
International
Institute for
Environment and
Development

The Global Water Initiative
A Partnership Funded by the Howard G. Buffett Foundation

**PARTAGE DES BÉNÉFICES AVEC LES POPULATIONS LOCALES AUTOUR
DES RÉSERVOIRS DE BARRAGE EN AFRIQUE DE L'OUEST**

EXPÉRIENCES, ENJEUX ET PERSPECTIVES...

**ATELIER BILAN
OCTOBRE 2012, FADA**

Jérôme Koundouno

Les barrages et le contexte ouest africain

- Environ 150 barrages construits
- Plus de 250 000 personnes déplacées
- Un bilan de déplacement/réinstallation mitigé
- Une évolution des standards et des principes (notamment des bailleurs de fonds – BM et BAD)
- Des chantiers en cours (Taoussa, Fomi, Kandadji, Bui, Samandéni, Adjarala, Sambangalou...)
- Plus de 200 000 personnes déplacées à venir



Un contexte qui évolue sensiblement depuis 3 ans

- Organismes de bassins et CEDEAO reconnaissent l'importance du dialogue avec les populations locales et leur contribution dans la prise de décision
 - Chartes de l'eau OMVS, ABN, CBLT, ABV (en projet)
- Exemple : Charte de l'Eau de l'ABN et son Annexe I (adoption par le Conseil des Ministres en septembre 2011)
 - Article 41 : Ouvrages et amélioration des conditions de vie des populations
 - Article 43 : Réparation juste et préalable
 - Article 45 : Contractualisation des plans
 - Article 46 : Accord conclu sur la base d'un consentement préalable éclairé des populations
 - Article 48 : Mise en œuvre transparente des accords
 - Article 50 : Partage des bénéfices



Un contexte qui évolue sensiblement depuis 3 ans

- Dialogue régional sur les grandes infrastructures hydrauliques 2009-2011 (CEDEAO/UICN) : recommandations d'un panel d'experts, concertations dans les bassins (Etats, OB et société civile), validation des résultats par le CTE (déc 2011), Directive Cadre...

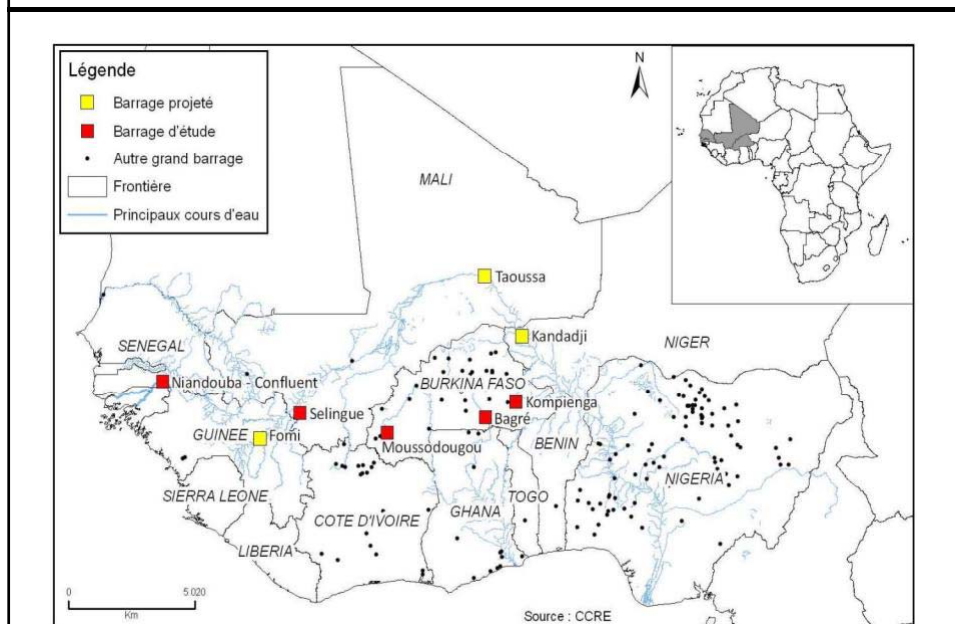
- Affirmer le rôle majeur des organisations de bassin (OB) dans le développement et la mise en œuvre des projets à caractère transfrontalier
- Intégrer les populations affectées comme acteurs, partenaires et bénéficiaires du projet
- S'assurer que les différents acteurs du développement des projets jouent leur rôle respectif
- Capitaliser et échanger les expériences existantes dans le cadre de la CEDEAO
- Adopter un cadre de référence régional pour la conduite des évaluations environnementales et sociales et assurer la mise en œuvre effective des plans associés

La Global Water Initiative - Barrages

- Initiative régionale pilotée depuis 2009 par le consortium UICN/IIED au Niger, Burkina Faso, Mali (+Oxfam), Sénégal et en Guinée
- Objectif: La bonne gouvernance des réservoirs de barrage en Afrique de l'Ouest permet le partage équitable des bénéfices avec les communautés en amont et en aval à travers l'utilisation multiple des ressources en eau.
- Démarche proposée:
 - Création d'alliances et de partenariats aux niveaux local, national et régional
 - Apprentissage et partage de connaissances avec tous les acteurs
 - Propositions de solutions pour promouvoir de meilleurs processus et une bonne gouvernance
 - Sensibilisation et communication avec les décideurs, bailleurs, investisseurs, gouvernements, gestionnaires des barrages, organismes de bassin...



Sites de la Global Water Initiative -Barrages



Cinq recommandations...

1. Faire participer les populations affectées par le barrage aux bénéfices qu'il génère, et donc à l'ensemble des décisions qui sont prises concernant la construction, les déplacements, les compensations, les investissements, les programmes d'appui, etc.
2. Remplacer les politiques de compensation, visant à reproduire les conditions existant avant le barrage, par des politiques de développement local préparant les acteurs locaux à s'adapter aux transformations que l'ouvrage va produire dans la région et à en tirer profit.
3. Promouvoir le développement des systèmes productifs locaux, en sécurisant l'accès au foncier et aux ressources naturelles au travers d'accords et de règlements compatibles aussi bien avec le droit positif qu'avec le droit traditionnel
4. Mettre en place des réglementations locales, négociées et validées par l'ensemble des acteurs locaux, qui permettent une exploitation équitable et durable des ressources naturelles.
5. Favoriser un juste accès des populations locales aux bénéfices générés par le barrage en mettant en place des modalités d'accès préférentiels (aux périmètres aménagés, à l'électricité, etc.), en favorisant les dynamiques d'apprentissage et d'organisation qui permettent aux acteurs locaux de s'adapter, en mettant en place un fonds de développement local alimenté par les activités économiques générées par l'ouvrage (électricité, pêche, etc.).

Quelques actions et résultats (apprentissage)

L'expérience depuis 3 ans montre que :

- Il est possible de réduire les frustrations autour des impacts sociaux des barrages et la « volonté politique » commence à prendre forme à travers les Chartes de l'eau et le dialogue de la CEDEAO.
- Les mesures d'implication ne coûtent pas cher.
- On peut apprendre du vécu et les villageois affectés par les anciens barrages peuvent contribuer utilement à la discussion « ...et si c'était à refaire ...? »
- Un enjeu majeur concerne le foncier, sa compensation, son attribution, sa gouvernance et sa gestion. Etant donnée l'importance des règles coutumières, les communautés doivent être impliquées.
- Les études d'impact et les différents processus devront mieux associer les populations (cf. CEDEAO), les collectivités locales et les responsabiliser pour le développement local.



The Global Water Initiative
"E - S - R - E - S - S - I - M - E - N - T"

Quelques actions et résultats (barrages existants)

Constat: conflits autour de l'utilisation multiple de l'eau (Kompienga, Burkina)

Concertation et sensibilisation des acteurs sur les enjeux autour du réservoir (CG/PHIE)



Proposition d'une feuille de route concertée et validée par l'ensemble des acteurs, description de la situation conflictuelle pêcheurs/autorités

Constat : conflit foncier dans l'attribution des parcelles irriguées entre petits producteurs et gros investisseurs (Niandouba/Confluent, Sénégal)

Concertation et sensibilisation des acteurs sur les enjeux autour du réservoir



Rapprochement des différentes parties (SODAGRI/FEPROBA) et proposition d'une plateforme de réflexion « eau et foncier »

Constat: participation limitée des usagers dans la gouvernance autour du réservoir (Sélingué, Mali)

Renforcement de capacités et appui du CLE



Mobilisation en cours pour contribuer davantage dans les prises de décision et améliorer le partage des bénéfices avec les populations affectées

Quelques actions et résultats (barrages futurs)

Constat : les populations ne bénéficient pas assez des retombées financières des barrages (régional)

Etudes sur le partage des recettes de l'électricité (Kandadji, Fomi)



Proposition d'une taxe de 2-3% pour générer 300 millions CFA/an afin d'alimenter un fonds pour les affectés (Kandadji)

Constat: le statut des terres aménagées n'est pas défini et la notion de compensation « juste » reste floue (Kandadji)

Etude sur le statut des terres aménagées



2 options pour répondre au « juste » et « rentable »: concession rurale ou bail emphytéotique

Constat : il n'existe pas d'accord écrit entre l'Etat et les populations (régional)

Proposition d'une convention qui reprend les mesures de l'EIES (Taoussa, Fomi)



Format validé par des magistrats maliens mais pas encore par les autorités nationales (Taoussa)



Merci de votre attention

www.iucn.org/gwidams

www.dialoguebarrages.net